

LE MÉPRIS, ÇA SUFFIT!

Les 28 et 29 janvier, les syndicats ont fait le point sur l'état des négociations avec notre Comité de négociation FSSS-CSN. Depuis le dépôt de nos revendications, en octobre 2019, nous avons tenu quelque 54 rencontres de négociation sectorielle avec la partie patronale en santé et services sociaux, de même que des dizaines de rencontres à la [table centrale](#), avec le Conseil du trésor.

Malheureusement, malgré tout le travail de notre comité de négociation pour trouver des solutions, malgré notre mobilisation, malgré la crise qui a révélé l'urgence de régler les problèmes, force est de constater que le gouvernement ne propose aucune avancée significative.

Nous avons tous entendu le premier ministre Legault clamer à de nombreuses reprises que le rehaussement de la rémunération des préposés-es aux bénéficiaires était une priorité. Rappelons que le gouvernement leur doit des sommes pour le maintien de l'équité salariale depuis 2015, comme c'est le cas d'ailleurs pour de nombreux autres titres d'emploi, dont certains même depuis 2010 ! Et pourtant, rien n'est réglé et le gouvernement ne nous a jamais offert à la table le fameux 26 \$ l'heure qu'il leur promet pourtant encore.

La crise a le dos large

Bien sûr, la pandémie nous frappe de plein fouet comme salarié-es du réseau. Mais les difficultés que nous vivons trouvent leur source dans les décennies de compressions budgétaires, de réformes et de mépris gouvernemental à l'égard de nos véritables besoins sur le terrain. Nous constatons cruellement les impacts de la négligence des gouvernements de ne pas investir dans les services publics, et ce, tant pour le personnel que pour la population. Pour la CAQ, ce ne sera jamais le temps d'un coup de barre dans les services publics et de faire preuve d'une grande reconnaissance envers son personnel. Pourtant, un réinvestissement dans les services publics est la meilleure façon de maintenir et de relancer l'économie. Cependant, le gouvernement détourne le regard : il est prompt à délier les cordons de sa bourse pour « sauver » les fleurons du secteur privé. De toute façon, ne peut-il pas compter sur le dévouement et le professionnalisme de centaines de milliers de femmes qui font le choix, malgré tout, de rester dans le secteur public pour maintenir le réseau à flot et rendre service à la population?

Le gouvernement fait la sourde oreille

Nous avons tendu la main à plusieurs reprises au gouvernement pour que cette négociation permette de redresser la situation, de commencer à corriger ces problèmes qui traînent depuis trop longtemps. En septembre 2020, nous avons fait appel à un médiateur pour nous aider à faire dé-

bloquer les discussions et celui-ci travaille encore avec les parties. Mais jusqu'ici, le gouvernement fait la sourde oreille, nous imposant des demi-solutions, temporaires et inéquitables, comme une course à obstacles de primes et de montants forfaitaires, des décrets pour modifier unilatéralement les conditions de travail, tout en refusant de nous protéger adéquatement contre la contagion, notamment en refusant l'accès aux masques N-95 partout où cela est nécessaire. Nous sommes pourtant plus de 30 000 travailleuses et travailleurs à avoir contracté la COVID-19 dans ce réseau, dont 13 en sont morts. Quelle preuve de plus faut-il pour convaincre ce gouvernement qu'il y a urgence d'agir?

Finalement, l'attitude du gouvernement de la CAQ en négociation n'a rien de neuf par rapport aux gouvernements qui l'ont précédée. Il ne veut pas entendre nos arguments. Il ne veut pas porter attention à nos priorités. Il ne veut pas évaluer nos solutions, juste imposer les siennes. Il veut soigner son image publique en favorisant quelques titres d'emploi seulement. Diviser pour régner, c'est son mantra. C'est un gouvernement de patrons qui utilise la crise pour justifier son approche idéologique.

Que faire?

De toute évidence, ce gouvernement n'a pas encore compris que nous sommes plus de 100 000 travailleuses et travailleurs unis derrière nos revendications sectorielles et plus de 160 000, à la CSN, à soutenir nos demandes salariales et à incidence financière. Peut-être pense-t-il nous avoir à l'usure? Peut-être se dit-il que le contexte de crise que nous vivons fait en sorte que les travailleuses et les travailleurs n'ont plus d'attente quant à l'amélioration de leurs conditions de travail et de pratique?

Pour notre comité de négociation, ce qui est sur la table actuellement est totalement insuffisant pour permettre de conclure une entente. Au cours

des prochaines semaines, ce sont l'ensemble de nos membres CSN qui auront l'occasion d'en discuter dans les assemblées générales. Il y sera proposé d'intensifier la mobilisation et de lancer tous les préparatifs nécessaires à l'exercice de la grève, si ce blocage en négociation devait perdurer, tout en tenant compte de l'évolution de la situation de la crise sanitaire. Si le gouvernement ne change pas d'attitude et que nous devons en arriver là, une autre assemblée générale se tiendra ultérieurement, où tous les membres seront invités à voter sur une proposition formelle de grève.

Intensifions nos moyens d'action!

Ce n'est pas de gaieté de cœur que nous en arrivons à ce constat. Bien entendu, le contexte de pandémie affecte actuellement notre capacité à nous mobiliser comme nous l'avons fait par le passé. Pour notre comité de négociation, il est toutefois primordial de nous doter

maintenant de tous les outils à notre disposition, tout en rivalisant de créativité pour renouveler nos pratiques. Il est temps de faire ressentir la pression de votre mobilisation à la table de négociation. Notre objectif doit être de nous faire entendre avec détermination et clarté pour que le gouvernement fasse le choix de négocier une entente satisfaisante avec notre comité de négociation, afin d'éviter une grève dont il serait en définitive le grand responsable.

**Tous ensemble,
relevons ce défi
en participant
massivement aux
assemblées générales!**

Quelques-unes de nos revendications sectorielles

Réduire les dépenses liées à l'emploi, notamment éliminer les frais de stationnement

Mettre fin aux recours aux heures supplémentaires obligatoires

Renforcer la santé et la sécurité au travail, en introduisant des mécanismes qui ont fait leurs preuves dans d'autres secteurs et en prévenant davantage la violence

Régler les griefs plus rapidement et plus efficacement

Améliorer l'accès aux postes et régler les problèmes quant aux exigences requises et à l'évaluation de certains titres d'emploi

Favoriser la conciliation famille-travail-études

Rendre les emplois plus attrayants pour la relève et plus intéressants pour les expérimenté-es, en reconnaissant mieux les responsabilités et les compétences et en améliorant les compensations pour inconvénients

NÉGO 2020

Les réseaux publics étaient en crise bien avant la pandémie.

Le Québec **mérite** mieux.

Le gouvernement Legault **doit** faire mieux.



**S'UNIR.
URGENCE D'AGIR.
GAGNER.**

